

CONSTANTINE

Les élèves de terminale assiègent la Direction de l'éducation

Encore une fois, la question de «la délimitation du seuil des programmes» portant sur l'examen du baccalauréat a fait sortir dans la rue les élèves des classes de terminale. Hier, ils étaient des dizaines, issus de plusieurs lycées de Constantine, à assiéger la Direction de l'éducation pour réclamer des précisions à ce sujet.

Les élèves des classes de terminale, issus de plusieurs lycées de Constantine, ont boycotté, hier, les cours.

Rassemblés devant le siège de la Direction de l'éducation de wilaya, ils ont exigé à ce que «le seuil des cours dans lesquels ils

devraient être examinés soit délimité». «Le programme annuel étant trop chargé et le temps imparti pour les révisions trop court, nous voulons savoir sur quels cours portera l'examen », a indiqué un élève de terminale du lycée Ali-Boushaba.

L'intervention du SG de la DE, venu calmer les protestataires qui scandaient des slogans réclamant des explications, a été peine perdue.

Document à l'appui, ce dernier, qui a pris langue avec les élèves afin de leur expliquer les directives émanant du ministère de l'Education à ce sujet, a été accueilli par des huées.

Les contestataires ne voulaient en fait rien savoir et ont contesté «l'authenticité» dudit

document. «Nous exigeons une déclaration du ministre lui-même», ont insisté les élèves des classes de terminale. Le document en question, signé par l'inspecteur général de la pédagogie précise que «les examens porteront uniquement sur les cours étudiés durant l'année».

Aussi, lit-on dans ce document, «le seuil des cours sera fixé le jour même de l'arrêt des cours, à savoir le jeudi 2 mai».

S'agissant du nombre de

sujets qui seront proposés aux candidats dans chaque matière, il sera de deux sujets parmi lesquels ils auront à choisir».

A ce propos, une rumeur qui a circulé parmi les élèves et qui a été largement relayée par les réseaux sociaux, fait état de la limitation du nombre de sujets à un seul.

Pour ce qui est de la date de l'examen blanc, elle a été fixée pour le 9 mai 2013.

Farid Benzaid

La sécurisation de la production céréalière par l'irrigation en débat à Sétif

Dans le cadre du programme de sécurisation de la production céréalière par l'irrigation, initié par le ministère de l'Agriculture et de Développement rural et la circulaire ministérielle n°1061 du 04/10/2012, une journée d'information et de sensibilisation a été organisée, hier lundi, par la Caisse régionale de mutualité agricole de Sétif (CRMA).

Regroupant l'ensemble des acteurs et partenaires issus des wilayas de Sétif, Mila, Constantine, Bordj Bou-Arréridj, El Oued, Batna, Jijel, Biskra et Béjaïa, cette journée a été axée essentiellement sur le nouveau produit proposé par la CNMA et qui concerne l'assurance perte de rendement sur céréales en irrigué ainsi que les dispositifs et procédures à mettre en place dans le

suivi et le renforcement de l'itinéraire technique. Ce nouveau produit d'assurance élaboré par la Caisse nationale de mutualité agricole demeure le premier du genre en Afrique et dans le monde arabe.

Selon Lazhar Djemani, directeur de la CRMA de Sétif, «ce programme de sécurisation de la production céréalière concernera en premier lieu et en priorité les fermes pilotes et quelques producteurs de semence potentiels ayant bénéficié de crédits Ettahadi et Ettahadi Fédératif.

La céréaliculture en Algérie étant totalement conduite en système pluvial, elle demeure de ce fait dépendante de conditions agro-climatiques aléatoires et de phénomènes récurrents extrêmes, qui menacent la production céréalière et par conséquent la sécurité alimentaire nationale.

Aussi, afin de sécuriser cette production, quelles que soient les conditions cli-

matiques, le recours à la pratique de l'irrigation sur céréales s'impose comme l'une des alternatives les plus appropriées pour sécuriser un niveau stratégique de production ; nonobstant les efforts à déployer en matière de recherche et de développement pour l'amélioration des performances techniques. En effet, la CNMA, étant partie prenante dans ce dispositif, intervient sur plusieurs aspects, notamment le volet expertise et prévention des risques et aussi en offrant une couverture complémentaire aux produits d'assurances déjà existants, tels que les assurances grêle, incendie des récoltes et réseau d'irrigation en exploitation».

Par ailleurs, et afin d'assurer une bonne prise en charge de ce nouveau programme, lié à la sécurisation de la production céréalière par l'irrigation d'appoint, une convention cadre a été signée en date du

30 octobre 2012 entre les différents intervenants dans ce programme en l'occurrence l'OAIC (l'Office algérien interprofessionnel des céréales) en tant que chef de file, l'INSID (Institut supérieur de l'irrigation et du drainage) et l'ITGC (Institut technique des grandes cultures), encadreurs techniques et la CNMA, en tant qu'assureur agricole. Dans le but de rendre ce nouveau dispositif plus souple et accessible aux céréaliculteurs, un guichet unique, composé de la BADR, CNMA et l'OAIC, est désormais ouvert au niveau de chaque CCLS.

Enfin, ce programme de sécurisation de la production céréalière permettra, à l'horizon 2014, d'irriguer une superficie avoisinant les 600 000 ha et d'atteindre un rendement minimal égal à 50 q par hectare, et ceci grâce à l'application de l'itinéraire technique et l'utilisation des irrigations d'appoint.

Imed Sellami

BORDJ BOU ARRÉRIDJ

La délinquance ne chôme pas, la police aussi

Faits de violence, mauvais traitements, atteintes volontaires à l'intégrité physique, atteintes aux biens d'autrui, stupéfiants, escroquerie, délinquance routière... C'est ce que fait ressortir le bilan d'activité de la police judiciaire de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj durant l'année 2012.

3 244 affaires liées aux crimes et délits de droit commun ont été traitées. Parmi elles, figurent 3 affaires de meurtre, 752 affaires de coups et blessures, 1 213 affaires de vol, 50 d'escroquerie, 9 affaires de fausse monnaie, 116 affaires de drogue, plus de 1 101 autres affaires liées à divers délits mineurs. Nous notons que toutes ces affaires de criminalité et de délinquance avaient été traitées avec succès par la police judiciaire, qui a procédé à l'arrestation des malfaiteurs. Aussi, les services de la sécurité publique ont enregistré 765 accidents de la circulation qui ont fait 785 blessés et 6 décès.

Pour les infractions au code de la route, la police a enregistré 12 642 cas selon différents degrés de gravité, ce qui a permis le retrait du permis de conduire à 3 556 conducteurs.

Pour ce qui est des affaires se rapportant à l'environnement, avec infraction au code de l'urbanisme, et au commerce illicite, en 2012, on

dénombre 344 dossiers traités qui s'expliquent de la façon suivante : 23 cas d'atteinte à l'environnement, 7 cas liés à l'hygiène et à la santé publique, 131 cas ayant trait à la consommation de l'eau potable sans paiement, 3 cas liés aux forêts (destruction), 8 cas de destruction d'espaces verts et 101 affaires de commerce illicite.

La police se trouve débordée par le travail, mais cependant, ne jette pas l'éponge face aux violences en perpétuelle augmentation. La police vit dans une sorte d'ivresse lucide, d'un univers obscurci, où la violence d'une journée



est noyée dans la violence de la suivante, et où déambulent des policiers qui ressemblent à des

«spectres», à la recherche d'eux-mêmes autant que de la vérité.

Layachi Salah Eddine

Sonelgaz Skikda nous écrit

Faisant suite à la mise au point parue dans votre quotidien en date du 13 janvier 2013, à la page 16, concernant le projet des 38 logements AADL Skikda, nous tenons à vous apporter les précisions suivantes : «Nos services n'ont reçu aucune demande de réception des colonnes montantes gaz dudit projet. Pour l'électricité, nous avons transmis à cette société un devis pour paiement en date du 11/01/2012 mais aucune suite ne nous a été réservée jusqu'à ce jour».

Le directeur de la distribution

GUELMA

Arrestations de dealers et saisie de kif traité et de psychotropes

Trois individus originaires de Guelma et âgés entre 21 et 31 ans, ont été appréhendés cette semaine, au niveau des cités Guehdour, Maghmouli et Benchehib, en flagrant délit de détention et d'usage de stupéfiants.

Au moment de leur interpellation, les prévenus étaient en possession d'une quantité importante de kif traité et de comprimés psychotropes.

Les trois suspects ont été placés en détention provisoire par le magistrat instructeur près le tribunal de Guelma, apprend-on auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

N. Guergour